



RENENS Le Groupe d'intérêt de Florissant a dernièrement rallié à sa cause le Conseil communal dans sa lutte contre la densification de son quartier.

LUCA DA CAMPO STRATES

Refusant de se voir placés devant le fait accompli, de plus en plus d'habitants s'associent. Objectif: participer au processus de développement de leur village ou quartier.

Groupe citoyens Densifier, oui, mais pas n'importe comment

PATRICIA MICHAUD

Face à la crise du logement qui sévit dans le canton, les citoyens vaudois sont résignés: ils n'échapperont pas à la densification de leur quartier. Alors construire en masse, certes, mais pas n'importe comment: depuis quelques années, les communes voient éclore des

groupes d'intérêt ou associations qui militent pour être intégrés aux processus d'urbanisation les concernant. Qu'elles s'appellent Mont Avenir (au Mont-sur-Lausanne), Groupe d'intérêt de Florissant (à Renens), Sauvons le patrimoine de Tolochenaz, Vision Coppet, Demain Bussigny ou encore Sauvons Romanel, ces structures

défendent bec et ongles l'idée du maintien de la qualité de vie dans leur localité, visée par la densification.

«Ces groupes naissent tous pour des raisons différentes et visent des buts différents. Mais il y a une constante: la frustration d'être mis devant le fait accompli par les autorités communales lors du lancement de gros projets d'aménagement», analyse Olivier Barraud. Le secrétaire syndical au SEV est l'un des membres fondateurs du Groupe d'intérêt de Florissant, qui lutte pour que le développement de ce quartier de Renens se fasse harmonieusement. «Souvent, les citoyens ne découvrent un projet que lors de la mise en consultation du plan d'affectation de quartier. C'est beaucoup, beaucoup trop tard!» A ce stade, les habitants n'ont plus que la possibilité de faire opposition, ce qui peut provoquer des retards importants pour les municipalités et les promoteurs.

Dans la commune de Tolochenaz, une poignée d'habitants se sont fédérés il y

a deux ans afin d'être associés aux réflexions entourant le développement urbanistique du village. Parmi les sujets de préoccupation figure le réaménagement du quartier En Cornachon. Cette zone, qui comprend la dernière demeure d'Audrey Hepburn, pourrait accueillir environ 500 nouveaux résidents d'ici à quelques années, «ce qui constitue une hausse de plus de 30% de la population totale», rappelle Hugues Salomé, président de Sauvons le patrimoine de Tolochenaz.

Dans le viseur des membres de la jeune association figurent notamment «une atteinte irrémédiable à l'intégrité du vieux village», les nuisances engendrées par le trafic de ce nouveau quartier résidentiel ainsi que les risques de voir la fiscalité communale se détériorer. «J'adhère à l'idée qu'il faut construire dans des zones déjà urbanisées, mais pas n'importe comment et pas au détriment de la qualité de vie des habitants!»

A ceux qui seraient tentés de considérer ce discours comme réac, ou du moins proche du phénomène NIMBY (*Not in my backyard*), Olivier Barraud rétorque que ces structures comprennent aussi bien des sympathisants de la gauche que de la droite, des jeunes que des vieux, des Suisses que des étrangers. «On ne peut pas les qualifier de vieux cons: ils ont un intérêt transversal, celui de vivre dans un quartier agréable.»

Esprit à l'ouverture. Certaines autorités communales ont compris qu'il faudra désormais faire une place à ces nouveaux acteurs. Après l'échec retentissant du référendum sur la tour de l'Industrie, la municipalité de Bussigny a ainsi fait savoir qu'elle consulterait davantage la population à l'avenir. Du côté de l'Etat non plus, les revendications citoyennes ne laissent pas de marquer. Le Département de l'intérieur a mis sur pied un groupe de travail qui est en train d'élaborer un manuel donnant des conseils aux communes en matière de concertation. «Ce mémento se veut très concret. Il devrait être prêt durant le premier trimestre 2014», précise Laurent Curchod, délégué du Conseil d'Etat au logement. ○